

Les crédits

veuves, cela pourrait s'appliquer aux divorcés et aux autres personnes qui en auraient besoin.» Comme si le gouvernement n'est plus capable d'agir, étant toujours sujet aux décisions de la Cour suprême du Canada, suite à l'adoption de la fameuse Charte des droits et libertés que les Libéraux ont mise en plan.

Je voudrais poser une question à la députée de Mont-Royal. Je suis d'accord avec la Charte des droits et libertés, mais souvent je me demande s'il n'y aurait pas moyen de voir à l'amender cette fameuse Charte pour éviter les recours abusifs devant les tribunaux, ce qui empêche le gouvernement d'agir ponctuellement lorsque le besoin se fait sentir pour une catégorie de la population qui en ressent le besoin. Elle n'est pas sans savoir que maintenant les personnes âgées de 50 ans voudraient avoir accès au Programme PATA comme les personnes de 55 ans. Puis si on y va, on va dire maintenant: Pourquoi pas les personnes de 45 ans? Le gouvernement doit quand même avoir des limites.

Quand les Libéraux étaient au pouvoir, ils ont créé un programme de recherche scientifique, monsieur le Président, qui fut un scandale national. Un milliard de dollars de fraude sur un programme qui avait été décidé par l'ancien ministre des Finances du gouvernement libéral. Imaginez-vous si le gouvernement avait ce milliard-là! Des programmes comme Canada au Travail, et tous les autres, la chantepleurie était ouverte! Les Libéraux en avaient de l'argent et ce n'était pas un problème. On est arrivés en 1984, puis on a hérité de cela. Évidemment, les récessions font que l'on hérite des problèmes graves. Mais, monsieur le Président, il est beau de faire de grandes déclarations de principe et de se faire du capital politique sur le dos des enfants et des femmes en difficulté, mais quelle est la capacité que nous avons de payer comme peuple? Jamais ils ne répondent à cela, les Libéraux de l'autre côté de la Chambre.

Mme Finestone: Monsieur le Président, premièrement, ce que je trouve dégueulasse, c'est qu'un député de cette Chambre, de quelque parti que ce soit, puisse dire qu'il n'aime pas la Charte des droits et libertés. La députée n'est pas fière que l'on ait fait des changements, que l'on ait apporté ici au Canada une Charte des droits et libertés pour protéger les plus démunis, les plus défavorisés, par laquelle ils ont eu la chance de présenter leurs causes et d'obtenir justice devant les tribunaux. Je trouve cela vraiment triste, dégueulasse et inacceptable.

Deuxièmement, quand on parle de redresser les besoins des plus démunis, le choix a été fait par le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, qui a dit qu'il était le *killer* de deux grands programmes: un dans le

transport et maintenant l'autre qui consistait à procurer aux familles des services de garde.

Monsieur le Président, quand on gouverne, on a la chance, dans une société, de faire des choix politiques. Ce qui est triste, c'est que le choix politique de ce gouvernement a été de favoriser les plus riches, et l'écart entre les riches et les pauvres a été exacerbé à un point dégueulasse. Si leurs politiques n'ont pas été capables de choisir un autre chemin, il est vraiment temps que la société prenne les démarches nécessaires pour changer ce gouvernement. C'est de ça dont on a besoin, un changement de gouvernement.

Le gouvernement, s'il l'avait voulu, aurait été capable de couper dans le personnel de ses bureaux, les personnes *that eat out of the public trough*, puis il aurait vraiment été capable de couper les annonces et toute la publicité qu'il fait autour de tous ses projets pour essayer de tromper le public. C'est un vrai trompe-l'oeil qu'il essaie de mettre devant le public.

Moi je dis, monsieur le Président, que nous avons des choix politiques à faire, comme celui de la Charte des droits et libertés, avec le programme qui m'aide, qui aide les personnes dans le besoin à aller devant les tribunaux et qui va servir les plus démunis, les femmes âgées, les jeunes femmes, les femmes mères de famille et surtout les enfants qui sont dans une situation de pauvreté. Aucune de ces personnes-là a été servie par ce gouvernement, par leur nouveau budget qui est un abus du public.

Le président suppléant (M. Paproski): Les questions et les commentaires sont terminés. Débat.

[Traduction]

M. Scott Thorkelson (Edmonton—Strathcona): Monsieur le Président, je suis heureux de prendre la parole sur cette très importante question, l'engagement du gouvernement à l'égard de l'égalité des femmes. Je suis heureux, parce que je suis d'avis que le gouvernement a très souvent démontré sa volonté d'améliorer la situation de la femme dans la société canadienne. Il a fait preuve d'une grande détermination dans le traitement des questions qui touchent les femmes et nuisent à leur avancement. Naturellement, on peut toujours faire plus, et nous essayons.

• (1250)

C'est d'ailleurs particulièrement évident dans le domaine de la violence contre les femmes. Ce n'est pas une préoccupation récente du gouvernement fédéral. Notre gouvernement travaille depuis le début des années 80 à comprendre ce problème ainsi qu'à concevoir et à mettre